

<http://divergences.be/spip.php?article645>



Bernard Ravenel

Résistance à l'occupation, non-violence et construction de l'Etat démocratique

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°11. Janvier/January/Januar 2008. - International - Israël/Palestine -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

*publié le vendredi 28 décembre 2007 sur le site de
[l'Association France Palestine Solidarité](#)*

L'Initiative nationale palestinienne (Mubadara) organise ce 28 décembre 2007, à Bethléem, en Palestine occupée, une conférence sur la non-violence comme moyen de résistance et comme outil pour la construction d'un État démocratique. Dans l'impossibilité d'y participer, l'AFPS y a apporté cette contribution écrite.

En avril 2007, la deuxième conférence annuelle organisée à Bil'in par le comité populaire de lutte contre le mur par l'action non violente et qui a réuni Palestiniens, Israéliens et internationaux a été très importante. Une trentaine de militants de l'AFPS y ont participé. Cette conférence a confirmé le réveil de la société civile palestinienne marginalisée par les formations militantes armées dans la lutte contre l'occupation. Elle a permis une large discussion sur la façon de relancer le rôle de la société civile palestinienne dans la construction d'un État souverain et démocratique. Et aussi sur la façon pour les Palestiniens d'établir des formes de collaboration avec des Israéliens et des internationaux dans la bataille pour la fin de l'occupation de la Palestine.

« Comme cela est établi par les conventions internationales, a déclaré la vice-présidente du Parlement européen, Luisa Morgantini, les Palestiniens ont le droit de se libérer de l'oppression, y compris par les armes, sans cependant frapper des civils innocents. Toutefois les manifestations de masse et l'implication populaire dans une résistance non armée, mais non pour cela moins incisive, ont toujours produit des résultats significatifs pour les aspirations palestiniennes. Comme cela s'est passé avec la première Intifada qui assura à la cause palestinienne un large soutien international. »

De ce point de vue, cette conférence a permis une avancée dans une réflexion commune. La récupération d'un rôle de premier plan par les comités populaires, les mouvements étudiants, les associations, les centres pour les droits humains et culturels semble aller dans le sens des aspirations de la société palestinienne. Et cela face à l'évolution des partis politiques – Fatah et Hamas surtout – prioritairement engagés dans des luttes de pouvoir et à la floraison de formations armées qui agissent à mi-chemin entre criminalité et politique.

Cette réappropriation du débat par la société civile sur l'avenir et sur les formes de la résistance – débat souvent confisqué par les groupes armés – est très importante pour tous ceux qui dans le monde se battent contre la guerre. En réalité, ce débat stratégique remonte à la création de l'OLP en 1964.

En effet, la création de l'OLP constitue la date-clé de l'histoire du mouvement national palestinien. Sur le plan militaire, le choix de la lutte armée n'a pas sérieusement préoccupé le gouvernement de Tel-Aviv qui n'en a pas saisi la nature politique, ne considérant l'OLP que comme un organisme de saboteurs d'émanation nassérienne. En fait, en affirmant le droit à l'État comme fin et le droit à la résistance comme moyen, la direction d'Arafat choisissait l'État palestinien comme objectif du mouvement national. L'unification de ces deux éléments – résistance, État – répondait aux aspirations des Palestiniens et créait un phénomène unique dans les mouvements de libération nationale : le processus politique de construction de l'État a été mené avant la création de l'État et avant même d'avoir une dimension territoriale stable.

A la fin des années 70, Begin et Shamir, ayant compris cette dimension de la lutte palestinienne, ont tenté d'éliminer l'OLP une fois pour toutes avec l'invasion du Liban en 1982.

Mais de cette tentative de liquidation est née la première Intifada qui, comme l'a démontré le sommet de Madrid, fit émerger des groupes dirigeants profondément liés à la réalité locale, territoriale, renforçant l'enracinement de l'OLP. L'institutionnalisation – c'est-à-dire le début de la construction de l'État palestinien – et le pluralisme politique interne – unique dans le monde arabe – ont permis à l'OLP de maintenir la centralité et l'unité politique de la lutte palestinienne en même temps que se construisaient les fondements démocratiques de l'État palestinien. Or cette construction démocratique de l'État a été le fruit politique de la première Intifada et, plus précisément, de son choix de l'action non armée.

Ce soulèvement a finalement forgé l'unité sociale et nationale du peuple palestinien :

- par la participation massive de la jeunesse, en particulier des camps de réfugiés,
- par la participation active de tous les secteurs de la société , en particulier les femmes,
- par la grande capacité d'auto-organisation, même si beaucoup étaient liés à un parti politique,
- par la constitution d'une direction unifiée représentative assurant l'orientation et la régulation de l'ensemble du mouvement (communiqués hebdomadaires).

L'action non violente a abouti à ce que 85 à 90% des Palestiniens ont été quotidiennement actifs dans la résistance à l'occupation et ont pris conscience qu'ils pouvaient être responsables de leur destin et faire l'histoire pour eux-mêmes.

Ce caractère démocratique de masse contraste avec la nature d'avant-garde armée nécessairement séparée de la société que représentent l'organisation de la lutte armée, à plus forte raison la préparation d'attentats contre des civils. Les formes de lutte décidées collectivement empêchent la militarisation de la politique, en particulier dans les rapports entre forces politiques.

Cette dynamique aboutit à l'ébauche de structures permettant à la population de se prendre elle-même en charge : la société palestinienne tend à vouloir dissocier son fonctionnement de celui des Israéliens, c'est-à-dire des tribunaux israéliens, de la monnaie israélienne, de l'économie israélienne, etc., et de construire alors ses propres institutions. C'est ainsi que s'affirme l'idée de construire à partir de la base un État palestinien.

Ce mouvement extraordinaire, centré sur l'idée et la pratique de la citoyenneté, a produit ses effets sur l'OLP elle-même, lui permettant d'articuler initiative diplomatique et résistance civile organisée. Avec cette lutte de masse se pose une série d'enjeux fondamentaux : celui de la démocratisation de la société et du système politique, celui du rapport entre société civile et insurrection civile et/ou militaire, celui de l'impact politique immédiat et à terme de l'utilisation ou non de la lutte armée pour la libération nationale et sociale du peuple palestinien.

Aujourd'hui, le peuple palestinien est dans une situation exceptionnellement difficile et s'interroge sur son projet de libération nationale et sur la méthode la plus efficace à la fois pour résister à l'occupation et pour construire un État souverain porteur de démocratie et de droit.

Pour sa part, l'Association France Palestine Solidarité continuera à populariser et à soutenir, y compris sur le terrain comme elle l'a déjà fait, la lutte exemplaire de Bil'in. D'autre part, la récente réussite en France des Assises pour une coopération décentralisée avec la Palestine en présence de 50 maires palestiniens a démontré la possibilité concrète d'une solidarité efficace à la fois entre collectivités locales françaises et palestiniennes et entre les organisations de la société civile des deux pays.

À ce double niveau, à partir de Bil'in et à partir de la coopération avec les collectivités locales démocratiquement élues de Palestine, l'AFPS entend continuer à apporter sa contribution. Cela signifie apporter son soutien à la fois à la résistance de la société civile palestinienne et à la construction d'un État démocratique et souverain.

Bernard Ravenel, président de l'AFPS